

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

ISSN: 2521-2125

Numéro 7

Décembre 2019



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro†, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOH** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Professeur Titulaire, UL (Togo)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. La dynamique paysagère, la gestion foncière, la distribution des produits vivriers, l'insécurité urbaine, les migrations, l'intégration des gares routières dans le tissu urbain, le développement local, les questions sanitaires ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

Secrétariat de rédaction

KOUASSI Konan

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

<p>BOUKPESSI Tchaa, ADRIKA Nafiou, KOUMOI Zakariyao</p> <p><i>Dynamique de la végétation et état actuel de la flore du plateau de l'Adélé (Centre-Togo)</i></p>	7
<p>Sylvestre Abiola CHAFFRA, Toussaint Olou LOUGBEGNON, Jean Timothée Claude CODJIA</p> <p><i>Analyse de la distribution de l'avifaune du Bénin en relation avec les différents écosystèmes : essai cartographique et perspectives de conservation des habitats d'intérêt écologique</i></p>	25
<p>KOFFI Kan Emile, KOUASSI Kouamé Julien, ETTIEN Zénobe N'dadja</p> <p><i>Mutations paysagères dans la forêt classée de Foro-Foro (Centre, Côte d'Ivoire) dans une région en crise</i></p>	50
<p>OUREGA Kouessi Remi Stephane, KONAN Kouadio Eugène, KOLI BI Zuéli</p> <p><i>Occupation de l'espace dans un contexte d'évolution démographique dans la sous-préfecture de Korhogo (Côte d'Ivoire)</i></p>	65
<p>BA Aïcha Idy Seydou Wally, DIOUF Adama Cheikh, CISSOKHO Dramane</p> <p><i>Analyse des modes de gestion foncière dans le delta du fleuve Sénégal : exemple des communes de Diama, Gandon et Ronkh</i></p>	77
<p>Moussa TOURE, Siaka DOUMBIA</p> <p><i>Analyse de la gestion coutumière des espaces agricoles dans le cercle de Dioïla au Mali</i></p>	88
<p>KONAN Kouamé Hyacinthe</p> <p><i>La gestion participative, une solution à l'orpaillage clandestin au nord de la Côte d'Ivoire</i></p>	105
<p>THIOR Mamadou, SANE Tidiane, MBALLO Issa, BADIANE Alexandre, SY Oumar, DESCROIX Luc</p> <p><i>Contraintes à la production rizicole et reconversion socioéconomique dans la commune de Diembering (Sénégal)</i></p>	118
<p>Codjo Clément GNIMADI</p> <p><i>Rôle des coopératives de producteurs d'ananas dans la réduction de la pauvreté dans la commune d'Allada au sud du Bénin</i></p>	133

DIALLO Mary, COULIBALY Katchenin Aminata, ASSUÉ Yao Jean-Aimé <i>Contributions des femmes rurales aux ressources des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo (Nord, Côte d'Ivoire)</i>	148
KOUMAN Kouassi Alain, KOUASSI Patrick Juvet, GOGBE Téré <i>Action municipale et développement de la ville de Man (ouest de la Côte d'Ivoire)</i>	162
Lamourdja BIALI, Iléri DANDONOUGBO, Komi N'KERE <i>Les facteurs de l'insécurité à Lomé dans un contexte de croissance urbaine</i>	179
KAKOU Golly Mathieu, KOUAME Carine Natacha, AMAND M'boh Serge <i>La gare routière de Bonoua et ses implications socio-économiques et environnementales</i>	197
GBANFLIN N'dri Amos, ALOKO-N'guessan Jérôme <i>Insertion des gares routières spontanées dans le tissu urbain de Yopougon (Abidjan, Côte d'Ivoire)</i>	214
Ibrahima Faye DIOUF, Mamadou Bouna TIMERA, Papa SAKHO <i>Migration de retour des diplômés sénégalais de France et investissement citoyen au Sénégal</i>	231
SAMAKE Charles, FOFANA Sory Ibrahima <i>Analyse des déterminants de la mortalité des enfants de 0 à 5 ans dans la commune rurale de Miena/cercle de Koutiala (Mali)</i>	245
KOUAME Koffi Fiacre, KOUAME Dhede Paul Éric, LOUKOU Alain François, DJAKO Arsène <i>Les disparités d'usage éducatif du smartphone dans les établissements secondaires de la région de la Marahoué (Centre-Ouest, Côte d'Ivoire)</i>	261
MAFOU Kouassi Combo <i>Migrations agricoles à Bonon: de la fin des mouvements d'aller-retour à la sédentarisation des populations</i>	278
YEBOUE Konan Thiéry St Urbain <i>Problématique de la consommation du riz importé dans les bassins de production du riz local du centre de la Côte d'Ivoire</i>	293

Philippine SONON, Abou-Bakari IMOROU

Santé publique et sciences sociales : quels apports, quelle convergence pour la compréhension des difficultés d'appropriation de l'offre contraceptive biomédicalisée à Zè (Sud-Bénin) ?

312

**CONTRIBUTIONS DES FEMMES RURALES AUX RESSOURCES DES
MENAGES DANS LES SOUS-PREFECTURES DE BOUNDIALI ET DE
SIEMPURGO (NORD, COTE D'IVOIRE)**

DIALLO Mary

Doctorant en Géographie, Université Alassane Ouattara

Email : marydiallo210@yahoo.fr

COULIBALY Katchenin Aminata

Doctorante en Géographie, Université Alassane Ouattara

Email : amymycool@gmail.com

ASSUÉ Yao Jean-Aimé

Géographe-Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara

Email : assueyao@yahoo.fr

Résumé

Cette étude-bilan évalue la contribution des femmes rurales aux ressources des ménages. Devenues des opératrices économiques, les femmes rurales exercent des activités génératrices de revenus à travers de micro-entreprises qui leur génèrent des revenus, ce qui développe l'économie rurale. Mais, les activités génératrices de revenus ainsi réalisées par les femmes rurales peuvent être soit d'origine agricole ou pas. Cependant, qu'il s'agisse de l'une comme de l'autre, leur utilisation peut prendre trois formes dont notamment : les dépenses liées aux activités génératrices de revenu ; les dépenses obligatoires ; les dépenses non obligatoires. La première catégorie des dépenses est destinée à l'autofinancement des activités et permet une pérennisation des revenus. La deuxième catégorie concerne les dépenses liées à l'alimentation, la scolarisation des enfants, la santé et les contraintes socioculturelles. Enfin, la troisième catégorie des dépenses est considérée comme celles relatives à l'habillement, le logement et le transport. Ainsi, partant de l'analyse de l'utilisation des revenus issus du travail des femmes rurales, l'on peut retenir que les femmes influencent la répartition des ressources du ménage et contribuent ainsi au bien-être de la famille. Cette réalité leur confère un plus grand pouvoir transactionnel.

Mots-clés : Contributions, Femmes, Ressources, Ménages, Boundiali, Siempurgo

Abstract

For the woman promotion in the department of Boundiali, we have examined the contribution of rural women to housework resources. The purpose of this study is to do a review of the literature about thematic, to collect the data on the power rector activities incomes done by women &and the use of the incomes that discharge and analyze the contribution of women to housework resources and oddly the case of rural women of Boundiali and Siempurgo under prefecture. Become some economic operators, rural women manage the power reactor activities of income through

microentreprise that permit their income realized by rural women can be agriculture or non-agriculture. The income is considered as the sum of exploitation from each activity group. We can distinguish two types of income that is the agriculture income and the extra-agriculture income. However, it is deals with one as other, their use can take three forms namely: the expensive of the power reactor activities of income; the compulsory expenses; the non-compulsory expenses. The first category of expenses is designated to self-financing of activities and permit the perpetuation of income. The second category concerned the diet expenses; the child scholastic; the health and the social and cultural restriction. At last, the third category of expenses is considered anyway the expenses relative to outfit; the accommodation and transportation. In order that, the analysis of income exit of the rural women product, we can retain that the contribution of women monetary income housekeeping is in increment, their capacity to effect on housekeeping resource proportional distribution is increase also. The reason of this situation is their more capacities to produce income.

Keywords: Contribution, Wife, Wealth, Housekeeping, Boundiali, Siempurgo

Introduction

Les femmes rurales représentent une force économique pleine de ressources et contribuent aux revenus familiaux et à la croissance de la communauté de multiples façons. Qu'elles travaillent comme entrepreneurs, ouvrières agricoles ou autres, dans des entreprises familiales, à leur compte ou pour d'autres, elles assument la majeure partie du travail non-rémunéré à la maison (OIT, 2012, p. 16). Cependant, leur contribution est restreinte par un accès limité aux ressources, par la discrimination persistante et les normes régissant les relations entre les sexes. Ces obstacles doivent être supprimés pour permettre de libérer le plein potentiel de leur force de travail.

En effet, une participation de la femme au budget familial se traduit surtout par l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, car, les femmes sont plus attentives et plus réceptives que les hommes aux besoins des enfants, que ce soit à cause de la division sexuelle du travail qui veut qu'elles s'en occupent plus, ou par un processus d'attachement (WAYACK-PAMBE, 2004, p.18). Par ailleurs, (BIT, 2013, p. 15-17), montre que l'amélioration du bien-être des enfants dans un ménage est plus corrélée à la présence d'une autorité féminine potentiellement capable de peser sur les décisions du ménage. Or, le meilleur moyen de permettre à la femme de peser sur les décisions est de lui donner les moyens de participer aux dépenses du ménage, à travers, notamment, l'accès aux moyens de production et aux Activité Génératrice de Revenu (AGR). En plus, l'accès des femmes à des activités rémunératrices leur donne la possibilité de se substituer aux maris défailants dans la prise en charge des tâches qui incombent traditionnellement aux hommes, telles que les dépenses de santé ou d'habillement. Ce qui justifie notre intérêt pour cette étude qui vise à montrer la contribution des femmes rurales aux ressources des ménages.

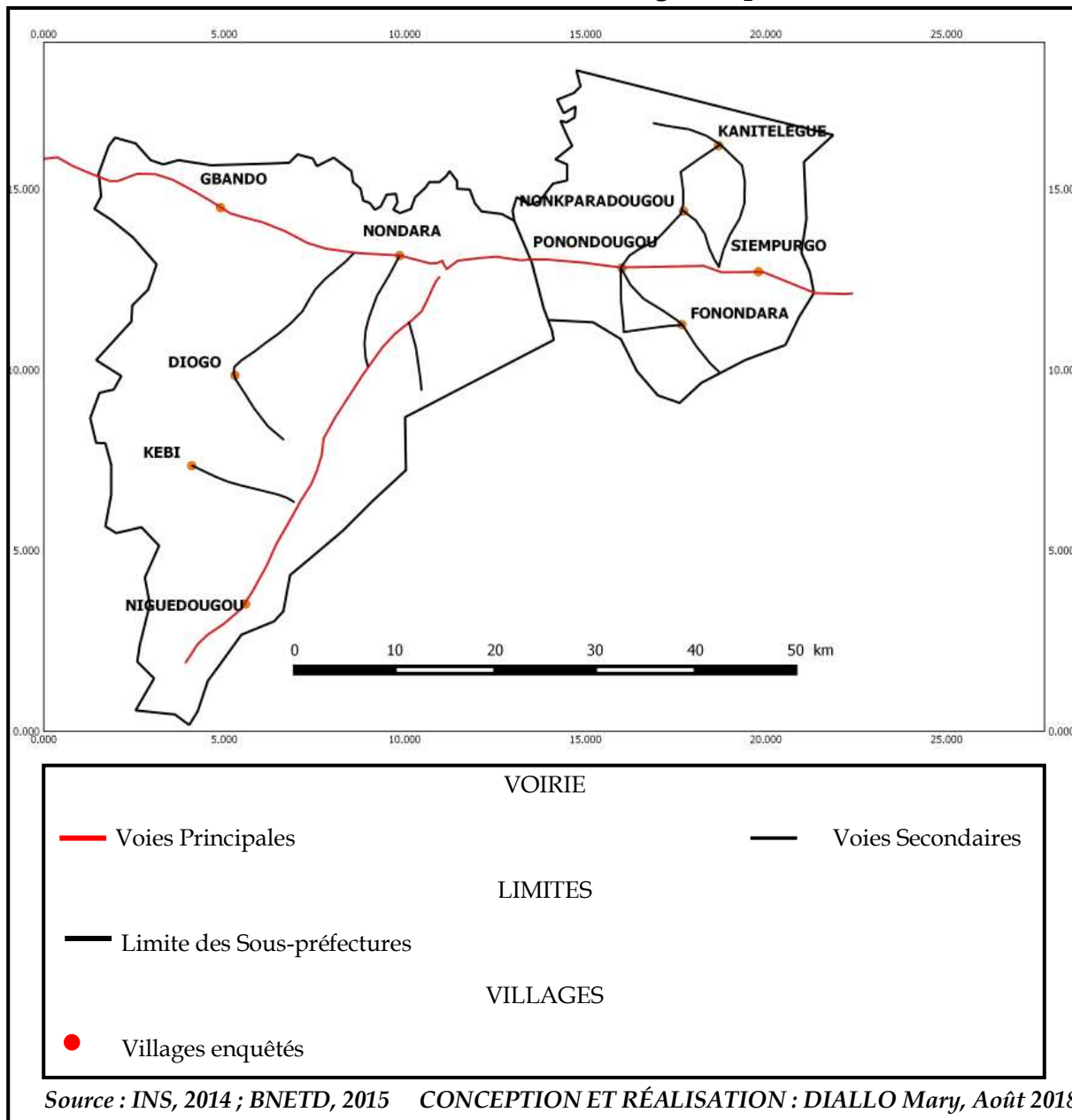
Comment les femmes rurales contribuent-elles aux revenus des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ? Cette question centrale conduit à répondre aux préoccupations suivantes : quel est le niveau de contribution des femmes rurales aux dépenses des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ? quelle est la typologie des activités génératrices de revenu pour les femmes rurales des Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ? Quel est le mode d'accès des femmes rurales aux ressources pour la réalisation de leurs activités dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ?

1- Matériel et Méthode

Les résultats de cette étude reposent sur les recherches documentaires et l'exploitation des données recueillies lors des investigations dans l'espace rural de la sous-préfecture Boundiali et celle de Siempurgo. Les recherches documentaires ont concerné les centres de recherche, la bibliothèque IRDA Bouaké et la webographie.

Les centres de recherche concernent essentiellement l'ANADER, des travaux de recherches tels que les mémoires et Thèses relatif à la question foncière ont également été consultés. Quant aux études de terrain, elles se sont déroulées dans l'espace rural, plus précisément dans 10 villages (carte 1) des deux sous-préfectures à savoir 5 villages dans chacune des Sous-préfectures. En effet, le choix de ces 5 villages par Sous-préfecture s'est fait sur la base du RGPH-14 dans le but de mieux comprendre et expliquer le phénomène étudié.

Carte 1 : Localisation des villages enquêtés



L'échantillon de cette étude a pris en compte 10 acteurs du foncier et 90 femmes rurales. La répartition des enquêtés est mentionné dans le tableau 1.

Tableau 1 : L'échantillonnage

Sous-Préfecture	Acteurs Fonciers	Femmes Enquêtées	
		Villages Enquêtés	Effectifs des Femmes
Boundiali	5	Gbando	10
		Nondara	11
		Diogo	10
		Kébi	11
		Niguedougou	10
		Siempurgo	13
Siempurgo	5	Fonondara	12
		Ponondougou	10
		Nonkparadougou	8
		Kanitélégué	5
		Total	10

Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

Par ailleurs, des visites auprès des autorités chargées de la gestion foncière ont été utiles pour mesurer l'ampleur de la contribution des femmes rurales aux ressources des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo. La collecte d'informations a été faite avec l'aide de personnes interposées dans le but jouer le rôle de médiateur entre nous et nos enquêtés. Dans les ménages enquêtés, le chef de ménage a été interrogé sur le patrimoine foncier rural et la liste des personnes des deux sexes qui répondaient aux critères définis pour être enquêté. Autrement dit, le chef de ménage a été interrogé sur la taille de son patrimoine ainsi que sur toute personne sous sa responsabilité, qu'elle soit homme ou femme pouvant prendre soin d'un lopin de terre. Sur la base de cette liste, deux personnes ont été tirées de façon raisonnée au sein du ménage dont un homme et une femme pour l'administration d'un questionnaire individuel sur la contribution des femmes rurales aux ressources des ménages dans lesdites Sous-préfectures ainsi que sur la sécurisation du foncier. Les données collectées à travers le questionnaire ont été saisies sur les logiciels Word 2010, Excel 2010 et Qgis 2.6 pour la réalisation des figures et des cartes dans le cadre de cette étude.

2- Résultats

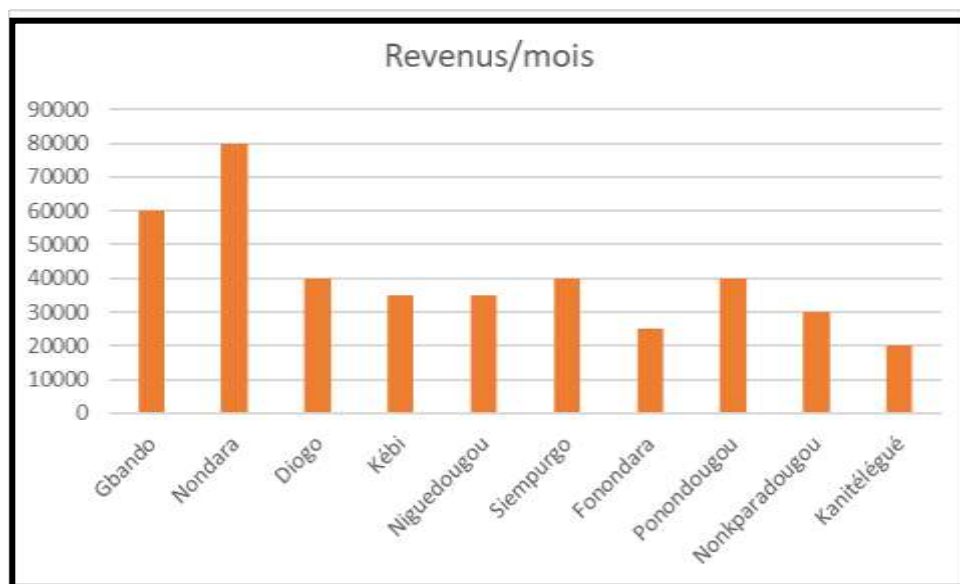
2.1 Le degré de contribution des femmes rurales aux dépenses des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ?

Pour mieux appréhender la contribution des femmes aux dépenses du ménage, notre étude fait l'état de la situation socioéconomique desdits ménages au sein des deux Sous-préfectures.

2.1.1- Revenu des ménages

Les résultats d'enquêtes ont montré que plus de 80%, des ménages des Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo ont un revenu inférieur à 80 000 FCFA par mois, avec des extrêmes dans la Sous-préfecture de Siempurgo où cette proportion passe à plus de 90% et la Sous-préfecture de Boundiali avec 76%. Il présente une distribution différente, selon le milieu de résidence des ménages. Les ménages appartenant aux tranches inférieures de revenus avec moins de 50 000 FCFA sont les plus nombreux en zone rurale (figure 1).

Figure 1 : Tranches de revenus des ménages par village enquêté en Francs CFA



Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

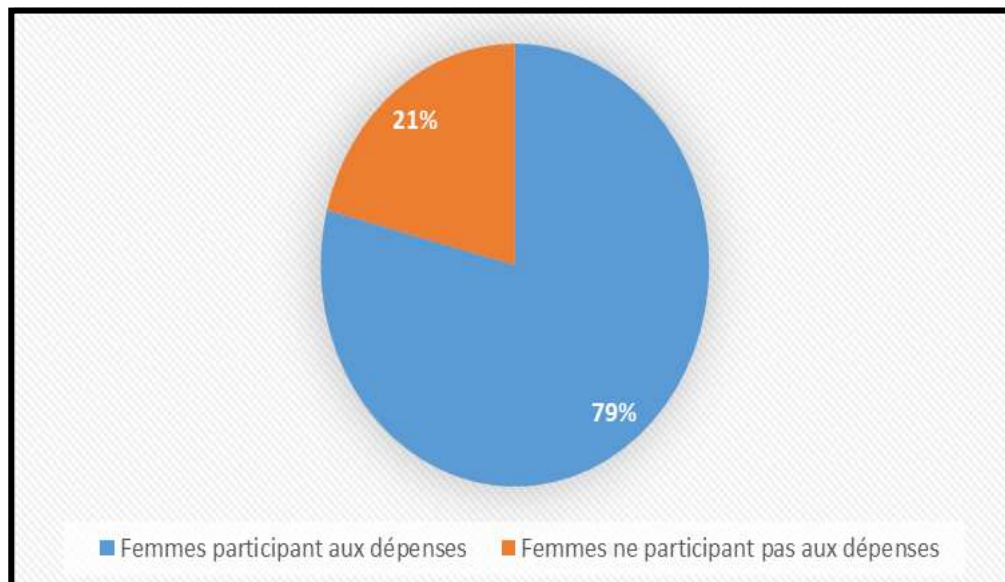
Il ressort de nos enquêtes de terrain et de l'analyse de la figure 1 ci-dessus que les revenus sont issus pour une bonne part, de la principale activité économique des membres du ménage. En effet, cette contribution des revenus issus de l'activité principale (l'agriculture) n'est supérieure ou égale à 50000 francs CFA que dans les ménages de deux villages (Gbando et Nondara). Cela s'explique par le fait que dans ces ménages, l'homme vient de manière régulière en aide à son épouse pour ce qui concerne les dépenses domestiques. Tandis que pour les autres villages (Diogo, Kébi, Niguédougou, Siempurgo, Fonondara, Ponondougou, Nonkparadougou, Kanitélégué), ces revenus sont inférieurs ou égale à 50000 francs dans les ménages. Ici, les dépenses du ménage sont sous la responsabilité toute entière de la femme.

2.1.2- Analyse descriptive de la contribution des femmes aux dépenses de leur ménage

Ici, il s'agit d'analyser la contribution des femmes aux dépenses, des ménages afin de comprendre les déterminants de cette contribution.

Lors de nos différentes enquêtes, plus de trois quarts (3/4) des femmes ont déclaré avoir affecté une partie de leur revenu aux dépenses de leur ménage d'appartenance.

Figure 2 : Déclaration des femmes interrogées, quant à l'affectation de leur revenu à des dépenses de leur ménage



Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

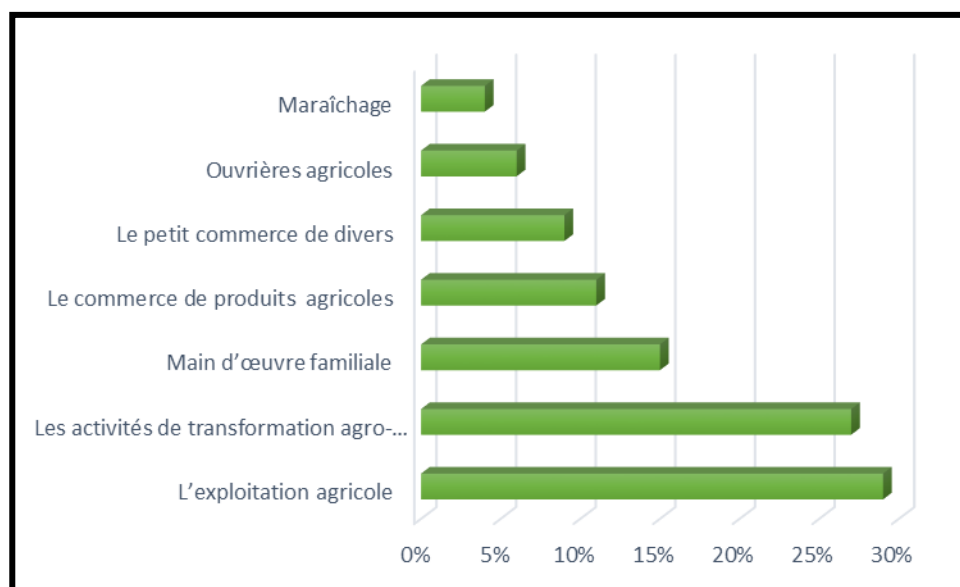
Nos enquêtes ont prouvé sur la figure 2 que 79% des femmes de ces deux Sous-préfectures participent activement et entièrement aux dépenses de leurs différents ménages, contre 21% qui ne participent pas aux dépenses des ménages. Le constat majeur est que cette contribution des femmes aux dépenses des ménages est inférieure à 50 000 francs. Si les montants peuvent paraître bas, l'effort que consentent les femmes reste important. Concernant celles qui participent aux dépenses de leur ménage, environ plus d'une sur cinq consacre un quart du revenu (23%) à sa disposition aux dites dépenses, tandis que 16% d'entre elles déclarent y consacrer tout leur revenu. Il n'est donc pas surprenant que les femmes soient pour la plupart insatisfaites (60%) de leur contribution aux dépenses au sein de leur ménage. En effet, ces dépenses auxquelles se consacrent les femmes tournent essentiellement autour de l'alimentation (55% des cas), des cérémonies (mariages, décès, pour 28% des cas) et l'éducation des enfants (17%). La participation des femmes aux dépenses des ménages diffère quelques peu, selon la taille de leur ménage.

2.2 La typologie des activités génératrices de revenu pour les femmes rurales des Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo

2.2.1- Typologie des activités génératrices de revenus pour les femmes dans la Sous-préfecture de Boundiali

L'analyse des données collectées et consignées sur le graphique 3 montre qu'il existe plusieurs activités dont les principales sont entre autre l'exploitation agricole, les activités de transformation agro-alimentaire, la main d'œuvre familiale et le commerce de produits agricoles. Par ailleurs, ces femmes sont pluriactives à 85% des cas. Le petit commerce de divers qui vient en cinquième position est cité comme une activité secondaire par la plupart d'elles. Ensuite viennent des activités telles qu'ouvrière agricole, et le maraîchage. La figure 3 en est une illustration.

Figure 3 : Répartition des types d'activités génératrices de revenus pour les femmes dans la Sous-préfecture de Boundiali



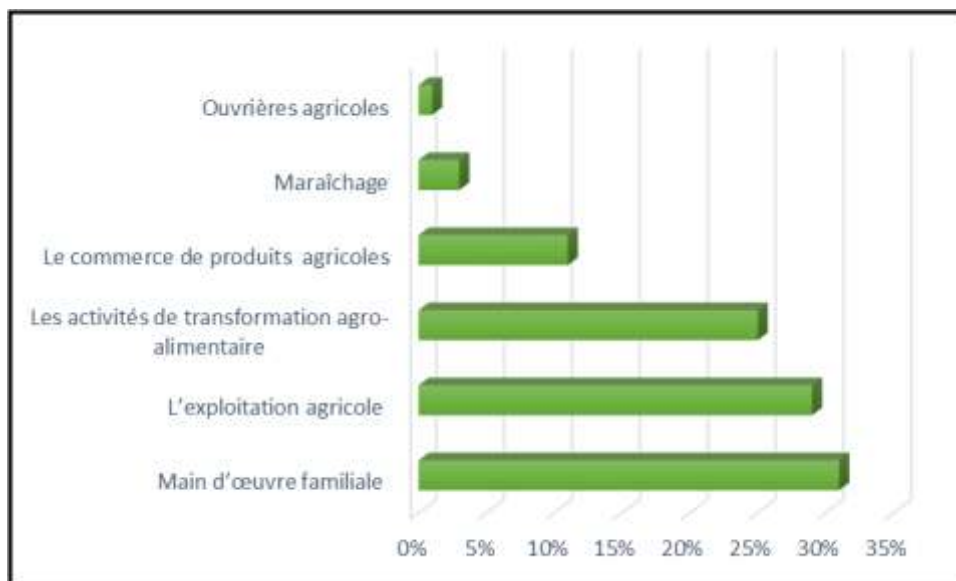
Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

Il en ressort de l'analyse de cette figure 3 qu'il existe une pluralité d'activités génératrices de revenus pour les femmes de la Sous-préfecture de Boundiali. Cependant, celles-ci sont classées par ordre d'importance avec 29% pour l'exploitation agricole ; 27% pour les activités de transformation agro-alimentaire, 15% pour la main d'œuvre familiale et 11% pour le commerce de produits agricoles. Ces chiffres supérieurs à 10% et inférieurs à 30% montrent ici que malgré leur marginalisation les femmes rurales jouent un rôle essentiel pour la survie de leurs foyers. Ces femmes sont dites pluriactives, car en plus de ces principales activités génératrices de revenus elles mènent des activités secondaires comme le petit commerce de divers (9%), ouvrières agricoles (6%) et seulement 4% de celles interrogées affirment avoir le maraîchage comme une activité génératrice de revenus.

2.2.2- Typologie des activités génératrices de revenus pour les femmes dans la Sous-préfecture de Siempurgo

Toute comme la Sous-préfecture de Boundiali, celle de Siempurgo, selon l'analyse des données collectées (figure 4) les femmes sont impliquées dans plusieurs types d'activité.

Figure 4 : Répartition des types d'activités génératrices de revenus pour les femmes dans la Sous-préfecture de Siempurgo



Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

Il en ressort de l'analyse de la figure 4 qu'il existe une pluralité d'activités génératrices de revenus pour les femmes de la Sous-préfecture de Siempurgo également. Cependant, celles-ci sont classés par ordre d'importance avec 31% pour la main d'œuvre familiale; 29% pour l'exploitation agricole, 25% pour les activités de transformation agro-alimentaire et 11% pour le commerce de produits agricoles. Ces chiffres supérieurs à 10% et inférieurs à 35% montrent ici que malgré leur marginalisation les femmes rurales jouent un rôle essentiel pour la survie de leurs foyers. Ces femmes sont dites pluriactives, car en plus de ces principales activités génératrices de revenus elles mènent des activités secondaires comme le maraîchage avec 3% et en tant qu'ouvrières agricoles avec 1%. Aucune de ces femmes interrogées n'affirment avoir le petit commerce de divers comme une activité génératrice de revenus.

2.3 Le mode d'accès des femmes rurales aux ressources pour la réalisation de leurs activités dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo

La femme utilise la terre d'abord pour la réalisation d'activités de production pour la sécurité alimentaire du ménage ou de la famille. Dans une moindre mesure, elle a un

rapport à la terre quelquefois en tant que surveillante d'un patrimoine foncier destiné à un citadin, un parent ou à sa jeune progéniture de sexe masculin. Sur ces terres qui lui sont octroyées par son époux, son frère ou son père, ou des hommes de sa famille, la femme produit du vivrier pour nourrir la famille dont elle s'occupe ou dans laquelle elle vit. Généralement ces cultures ne sont pas pérennes, elles ne mobilisent le sol que pour une saison pluvieuse ou une durée de cycle n'excédant pas l'an. Quand il lui arrive de commercialiser une partie de sa production, les fonds sont utilisés pour se procurer des denrées non cultivables (sel, protéine, pétrole, allumette.) ou satisfaire des besoins élémentaires (vêtements, soins) pour elle et ses enfants. Celle-ci constitue également une main-d'œuvre familiale et participe à la création et/ou à l'entretien de champs ou plantations de membres de la famille de sexe masculin (frère, père, époux).

Tableau 2 : La répartition de l'accès des femmes rurales aux différentes ressources

Accès aux ressources		Effectif	Proportion
Foncier	OUI	20	20%
	NON	80	80%
	TOTAL	100	100%
Ressources financières	OUI	80	80%
	NON	20	20%
	TOTAL	100	100%
Ressources matérielles	OUI	65	65%
	NON	35	35%
	TOTAL	100	100%

Source : Nos enquêtes, Novembre-Décembre 2017

Les femmes enquêtées ont accès plus facilement aux ressources financières et matérielles pour la production qu'aux ressources foncières. En effet, tandis que 20% des femmes ont accès au foncier, elles sont près de 80% à accéder aux ressources financières pour exercer leurs différentes activités génératrices de revenus. Celles qui ont accès aux ressources matérielles représentent 65% des enquêtées comme indiqué dans le tableau 3. En effet, parmi les femmes ayant déclaré avoir accès au foncier, 51% sont des exploitants agricoles, 11% sont des maraîchers et 18% exercent dans la transformation agro-alimentaire.

3- Discussion

Au regard des pesanteurs socioculturelles qui excluent les femmes de l'accès à la terre, il se dégage un ensemble de constats qui ont abouti au problème de la contribution des femmes rurales aux ressources des ménages dans les Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo. Retenons que la mise en place de toute société nécessite au préalable l'existence d'un espace naturel. Ainsi, dans cette

société, nous assistons à la mise en place de politique du genre par les gouvernants. À travers celle-ci l'on constate l'existence de lois et textes qui octroient à la femme et à l'homme les mêmes droits et ce dans divers domaines. Ce sont entre autres l'égalité dans les opportunités économiques, l'égalité en matière de développement humain, l'égalité sur le plan du droit et des institutions. Cependant, cette politique s'avère insuffisante à cause du poids des lois coutumières, qui bien qu'étant anciennes ne restent pas sans conséquence sur l'application des lois et textes contre toute forme de discrimination à l'égard des femmes. Ainsi, l'on constate que malgré tous les efforts fournis par les autorités, une discrimination à l'égard de cette catégorie sociale persiste dans le domaine foncier. Nous remarquons ainsi que la détérioration de la situation macroéconomique dans un contexte marqué par des inégalités de genre à divers niveaux et la faiblesse des mécanismes de protection sociale a considérablement aggravé la vulnérabilité de populations vivantes au-dessus du seuil de pauvreté national. Si une bonne partie de la population vit dans des conditions de pauvreté extrême, et que la grande majorité de la population féminine y est davantage concernée, il est nécessaire de savoir l'importance des revenus issus des activités des femmes dans les ménages. En effet, la grande majorité des activités économiques se produit au sein des ménages et nombre de décisions concernant la participation à la vie active notamment l'éducation, l'économie, l'accumulation des ressources, l'investissement, le mariage et la reproduction sont prises avec la contribution des femmes. Par conséquent, la croissance économique des Sous-préfectures enquêtées, dépend largement de la contribution des femmes au développement (M. DIALLO, 2015, p. 99).

De même pour (YUNEZ-NAUDE et TAYLOR, 2001, p. 9-10), bien que le secteur agricole reste le principal employeur des femmes rurales dans de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, il est de plus en plus difficile aux ménages ruraux d'assurer leur subsistance grâce aux seules activités agricoles et ils cherchent donc d'autres sources de revenus (ONU, 2008, p. 19-20). Dans le monde rural, outre le revenu agricole des exploitants agricoles défini comme la valeur de leur production agricole, la diversification des activités génératrices de revenus procure aussi des revenus extra-agricoles pour les ménages. D'ailleurs, la diversification des sources de revenu constitue l'une des caractéristiques des ménages ruraux. Cette stratégie découle de la pauvreté, de l'exposition des ménages aux différents risques et chocs saisonniers et de l'inexistence et/ou la défaillance des marchés des facteurs de production et du crédit. La diversification engendre donc, outre l'augmentation du revenu du ménage, la réduction des risques auxquels le ménage a à faire face étant donné qu'il repose sur différentes sources de revenu (LAPENU et ZELLER, 2000, p. 8). Comme l'affirme (J. CHARMES, 2005, p. 12), que la participation des femmes à l'activité économique en Afrique de l'Ouest est élevée. Toutefois, dans le domaine agricole par exemple, cette participation se limite

généralement à la contribution des femmes aux activités agricoles en tant qu'aides familiales ou encore à la réalisation d'activités informelles et indépendantes dans le commerce. Et comme le signale (M. TRAORÉ, 2017, p. 51), les femmes en milieu rural s'impliquent non seulement dans les activités d'intérêt commun, mais aussi dans des activités d'entraide et de soutiens mutuels et multiformes. Cette donne révèle la femme rurale comme une actrice à part entière du développement local.

(E. AMOUSOU, 2010, p. 2) souligne que la non prise en compte de façon structurelle de la « dimension genre » dans les politiques et programmes de développement conduit à une non-efficacité de ceux-ci. Qu'elle soit agricultrice, chef de famille ou commerçante, la femme pourrait être impliquée de façon équitable dans les différents projets de développement et ceci est une condition fondamentale pour un développement harmonieux et durable. Par conséquent, il est difficile d'évaluer précisément la contribution des femmes au secteur agricole en raison de l'absence de statistiques, cependant, la FAO (www.fao.org/Gender/en/agrib4-e.htm) estime qu'en Afrique sub-saharienne, les femmes rurales fournissent 80% des denrées nécessaires à la subsistance de la population que ce soit au niveau des ménages ou à des fins de vente.

Les investigations dans le cadre de cette étude ont permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle les femmes contribuent énormément aux ressources des ménages. Ainsi, lorsque la saison bat son plein les femmes rurales consacrent six (6) à huit (8) heures de leur temps par jour aux travaux agricoles en plus des travaux ménagers. Celles-ci sont également majoritaires dans le secteur de la transformation et de la distribution des produits agro-alimentaires, ces activités s'ajoutent le plus souvent à leur travail purement agricole.

Conclusion

Au terme cette étude consacrée à la contribution des femmes aux ressources des ménages, l'on peut retenir que les femmes en milieu rural des Sous-préfectures de Boundiali et de Siempurgo contribuent en moyenne à 45% des revenus annuels de leurs ménages. Aussi, la contribution moyenne de celles-ci aux charges du ménage en milieu rural est de 48%. Par ailleurs, la contribution des femmes aux charges du ménage varie suivant les récoltes agricoles annuelles. Elles, produisent toutes sortes de cultures vivrières. A cet effet, elles cultivent, achètent, vendent, cuisinent et nourrissent leurs enfants et leurs familles. Elles accomplissent la plupart du travail agricole et cultivent plus de la moitié de la nourriture à l'échelle locale. Ainsi, leurs contributions sont importantes pour le bien-être de leurs familles et de leurs communautés ainsi que pour les économies locales et nationales. Dès lors, nous pouvons noter que le secteur rural demeure incontestablement l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie dans le département de Boundiali en général et en particulier dans les Sous-préfectures de Boundiali et celle de Siempurgo.

Références bibliographiques

AMOUSOU Ernest, 2010. « Femme et développement durable au Sahel : analyse des politiques nationales et des agences d'aide au Burkina Faso et au Mali », Paris, Karthala, OCDE, Club du Sahel, 10p.

ANTOINE Pierre, NANITELAMIO Jeanne. 1990, « Nouveaux statuts féminins et urbanisation en Afrique », GENUS, Vol XLVI n° 3-4, juil-dec, p.17-30.

BIT, 2013, Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants », Programme international pour l'abolition du travail des enfants, estimations et tendances mondiales 2000-2012, 60p.

CHARMES Jacques, 2005, Femmes africaines, activités économiques et travail : de l'invisibilité à la reconnaissance », Revue Tiers Monde, 2/ (n° 182), p. 255-279.

DIALLO Mary, 2015, Genre et accès au foncier rural dans la Sous-préfecture de Boundiali. Mémoire de Master 2, Université Alassane Ouattara (Bouaké), Côte d'Ivoire. 137p.

FAO, 2006, *Farm power and mechanization in sub-Saharan Africa* (Énergie et mécanisation agricoles en Afrique subsaharienne). Sims, BG et Kienzle, J. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, Italie. Rapport technique sur le génie rurale et alimentaire n° 3. 65p. Disponible sur www.fao.org/Gender/en/agrib4-e.htm.

FAO, 2007, *Comment relever les défis auxquels sont confrontés les approvisionnements en intrants de la mécanisation agricole et le traitement des produits agricoles*. Sims, BG., Kienzle, J. Cuevas, R. et Wall, G. (éd.). Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, Italie. Rapports techniques sur le génie rurale et alimentaire n° 5. 71p. Disponible sur www.fao.org/Gender/en/agrib4-e.htm.

KONE Koko Siaka, 2002, Pauvreté, genre et stratégies de survie des ménages en Côte d'Ivoire, Université Montesquieu, Bordeaux, Document de travail, 40p.

KOUAME Aka, RWENGE Mburano, 1996, *Structure de production et comportement procréateur en Côte d'Ivoire*, les Dossiers du CEPED n°36, Paris, 138p.

KUEPIE Mathias, 2002, *L'accès à la responsabilité familiale à Yaoundé : évolution intergénérationnelle et facteurs explicatifs*, thèse de doctorat en démographie, université de paris X Nanterre, 350p.

LALAINA RANDRIANARISON, 2004, Revenus extra-agricoles des ménages ruraux et pauvreté, 4p.

LAPENU Cécile et ZELLER Manfred, 2000, "Non-agricultural and total incomes". In Minten B and Zeller M., *Beyond market liberalization: Welfare, income generation and environmental sustainability in rural*, 52p.

MAHAMANE IBRAHIMA., 2008, Facteurs d'Évolution de la Contribution Économique des Femmes au Niger », *African Population Studies/Étude de la Population Africaine, Vol. 23, No. 1, 2008*, p.103-118.

OIT, 2012, *L'Autonomisation des Femmes Rurales (AFR), éliminer la pauvreté et la faim, libérer le potentiel des femmes rurales*, 4p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2008, Femmes rurales dans un monde en évolution : opportunités et défis in *Femmes de l'an 2000 et au-delà*, 23p.

TRAORÉ M, 2017, Contribution du genre à la production maraîchère ». Mémoire de Master. Université Aube Nouvelle, 160p.

WAYACK-PAMBE Madeleine, 2008, Une forte contribution de la femme aux ressources économiques du ménage améliore-t-elle la participation scolaire des enfants au Burkina Faso?, IRD, 46p.

YUNEZ-NAUDE Antonio et TAYLOR Jennifer Elizabeth, 2001, "The determinants of non-farm activities and incomes of rural households in Mexico, with emphasis on education". *World Development*, Vol.29 (3), p. 561-572.